



Assurance

- Responsabilité civile Prestataire de service

SAS EDITEONLINE
5 AV BARBARA
BP 12
44570 TRIGNAC FR

Votre agent général

M COLIN JEAN PIERRE

1 AVENUE CAVELL

83400 HYERES

Tel : 0494013545

Fax : 04 94 01 35 46

E-Mail : AGENCE.COLINHYERES@AXA.FR

N° ORIAS : 07013396

www.orias.fr

Vos références

Contrat n° 11016909004

Client n° 3992274604

CONDITIONS PARTICULIERES

Ce contrat est conclu entre :

AXA France IARD SA représenté par M COLIN JEAN PIERRE,
et **SAS EDITEONLINE**.

Ce contrat prend effet le **08/09/2022** pour une durée allant jusqu'au **01/01** de chaque année, échéance principale. Il est reconduit tacitement d'année en année dans les cas et conditions prévus aux conditions générales, avec préavis de **2 MOIS**.

Ces conditions particulières jointes:

- aux conditions générales n°**460653** version **F**,
- à la notice d'information « application de la garantie dans le temps » n° **490009**
- au questionnaire de déclaration du risque préalable à la souscription;

constituent votre contrat d'assurance.

Adresse du souscripteur :

5 AV BARBARA

BP 12

44570 TRIGNAC FR

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 €

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex - 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance France Assurances



Définitions

Atteinte logique

Tout type d'acte de malveillance informatique qui affecte les programmes, progiciels, paramétrages, données et systèmes informatiques, toute infection ou virus c'est-à-dire tout programme informatique se propageant par réplique de lui-même ou partie de lui-même et qui perturbe, modifie ou détruit tout ou partie des programmes, progiciels, paramétrages, données et systèmes informatiques.

Documents

Tout dossier, pièce, archive, fichier, logiciel quel qu'en soit le support – magnétique, film, papier.

Gestion de parc informatique (ou Infogérance d'infrastructure)

Contrats de maintenance, gestion, et d'évolution du parc des postes utilisateurs et des services de support associés d'un client.

Infogérance de production (ou Infogérance applicative)

Elle vise tout ou partie de la plate-forme matérielle et logicielle qui permet au système d'information d'être opérant :

- serveurs de messagerie,
- serveurs intermédiaires (impression par exemple),
- serveurs d'application critiques, des réseaux et des structures de téléphonie, et des systèmes applicatifs opérants sur ces matériels. ... que ce soit en architecture grands systèmes ou en architecture distribuée.

Médias

Les supports informatiques (par exemple : bandes, disques, disquettes, CD-ROM, tambours, cassettes magnétiques, cartes ou cartouches.), porteurs d'information directement utilisables sous cette forme par le matériel informatique.

Prestation

Par dérogation aux conditions générales, la fourniture d'un conseil, d'une étude ou d'un service pouvant être suivi de la livraison d'un produit.

Régie

Détachement de personnel pour une mission sans prise en charge de la responsabilité de systèmes.

Responsabilité civile

On entend par responsabilité civile professionnelle, la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés à ses clients ou à tout autre tiers, par suite de fautes, erreurs, omissions ou négligences commises par lui ou les personnes dont il est civilement responsable dans le cadre de l'exécution d'une prestation couverte au titre des activités garanties au présent contrat.

Tierce maintenance applicative (TMA) : Prise en charge de la maintenance et de l'évolution de tout ou partie d'un système applicatif (assistance, maintenance de fonctionnement, changements de versions, modifications réglementaires...), hors exploitation.

Url

Format de nommage universel pour désigner une ressource sur Internet. Il s'agit d'une chaîne de caractères imprimables qui se décompose en cinq parties : nom du protocole, identifiant et mot de passe



(paramètres d'accès à un serveur sécurisé, le cas échéant), le nom du serveur, le numéro de port, le chemin d'accès à la ressource.

Activités garanties

Le présent contrat garantit l'exercice de ou des activité(s) suivante(s) :

Activité 1

PRESTATIONS DE SERVICE EDITORIAUX TEL QUE CORRECTEURS, GRAPHISTES, EDATEURS, IMPRIMEURS PAR LE BIAIS D'UN RESEAU DE PRESTATAIRES INDEPENDANTS AYANT LA QUALITE DE SOUS-TRAITANTS

Activité 2

CREATION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE D'UNE PLATEFORME INTERNET « EDITONLINE » PERMETTANT LA MISE EN RELATION DE PRESTATAIRES INDEPENDANTS AYANT LA QUALITE DE SOUS-TRAITANTS (CORRECTEURS, GRAPHISTES, EDATEURS, IMPRIMEURS) AVEC DES AUTEURS OU PROFESSIONNELS SOUHAITANT RENFORCER LEURS EQUIPES

Etant précisé que les missions sont réalisées par des experts indépendants domiciliés et immatriculés en France, sous-traitants de l'assuré.

Déclarations

Le souscripteur déclare que l'assuré :

n'a pas d'antécédents sinistres à déclarer ni de résiliation pour cause de sinistre,

formalise par écrit ses engagements contractuels vis-à-vis de ses clients y compris la nature et les modalités techniques de sa prestation ;

sélectionne les prestataires, après étude de leur candidature (entretiens téléphoniques, vérifications de documents, analyse d'expérience, nécessaires à la réalisation des prestations

fait approuver systématiquement par le client le contenu des informations avant qu'elles ne soient diffusées sur internet, en cas d'activité de « création de pages pour site internet » ;

met en place des systèmes de sécurité anti-virus et anti-intrusion et s'engager à les maintenir opérationnels en suivant les évolutions techniques nécessaires.

Cotisation

La cotisation est ajustable conformément aux dispositions des conditions générales.

La cotisation provisionnelle annuelle est fixée à la souscription du contrat s'élève à **1 200** euros, frais et taxes en sus, soit **1 344** euros frais et taxes d'assurance inclus.



Extensions de garantie

Dommmages aux biens confiés

Par dérogation à l'article 4.25 des conditions générales, la garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir en raison des dommages matériels – ainsi que les dommages immatériels qui en sont la conséquence - subis par les biens confiés à l'assuré dans le cadre des activités garanties par le présent contrat.

SANS PREJUDICE DES EXCLUSIONS PREVUES PAR AILLEURS, DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- les dommages subis avant leur livraison par ces biens lorsque l'assuré en a cédé la propriété ;
- les dommages subis par les biens que l'assuré détient en vertu d'un contrat de dépôt rémunéré ou qui lui sont remis en vue de la vente ou de la location ;
- les conséquences de l'obligation pour l'assuré de remplacer tout ou partie des biens confiés lorsque celle-ci s'inscrit dans le cadre d'un contrat de maintenance avec garantie totale de ces biens.
- les dommages subis par les biens loués ou prêtés à titre onéreux à l'assuré ou qu'il détient en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de location-vente ;
- les dommages causés en cours de transport. Toutefois si l'assuré n'est pas un transporteur professionnel la garantie lui est acquise lorsqu'il effectue lui même un transport accessoirement aux activités définies au contrat ;
- les dommages subis par les espèces, les objets de valeurs tel que titres, bijoux, pierreries, perles fines, objets en métaux précieux, pierres dures, statues, tableaux, collections, objets relevant du marché de l'art, fourrures ;
- le vol, la perte ou la disparition totale ou partielle des biens confiés se trouvant dans les locaux et dépendances de l'assuré,

ainsi que les dommages immatériels qui en sont la conséquence.

Cette garantie est accordée à concurrence du montant indiqué dans le tableau de garantie des présentes conditions particulières.

Disposition spécifique aux frais de reconstitution de documents/ médias confiés :

La garantie "dommmages aux biens confiés" est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir du fait de la perte, du vol, du détournement et de la destruction des **documents** et **médias** confiés à l'assuré dans le cadre des activités définies au contrat.

Cette garantie est subordonnée à l'existence d'une sauvegarde interne ou externe de ces derniers. **A défaut, la garantie ne sera pas acquise.**

Dommmages immatériels non consécutifs

L'article 3.2 des conditions générales est abrogé et remplacé comme suit :



Par dérogation à l'article 4.23 des conditions générales, sont garantis les dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel ou qui sont la conséquence d'un dommage corporel ou matériel non garanti.

SANS PREJUDICE DES EXCLUSIONS PREVUES PAR AILLEURS, DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE :

les conséquences pécuniaires d'un défaut ou d'une insuffisance de performance ou de rendement par rapport aux spécifications techniques définies au marché lorsque cette insuffisance ou ce défaut résulte :

- **soit de l'absence de tests ou essais lors de la livraison du produit ou alors que ceux-ci n'ont pas été jugés satisfaisants,**
- **soit de l'insuffisance des moyens humains et techniques mis en œuvre par l'assuré pour remplir ses engagements,**
- **soit de l'impossibilité d'atteindre la performance ou le rendement promis en raison de l'état des connaissances techniques et scientifiques acquises lors de la signature du marché par l'assuré**

- **Les conséquences de l'inexécution de la prestation ou de la non livraison du produit**
Toutefois, par dérogation partielle à l'article 4.29 des conditions générales, demeurent garantis les dommages immatériels non consécutifs résultant d'un retard dans la fourniture de produits ou dans l'exécution de **la prestation** lorsqu'il a pour origine :

- un accident
- une erreur dans l'exécution de la prestation.

- **Les conséquences pécuniaires résultant :**
 - . de malversation, escroquerie, création frauduleuse de fichiers professionnels,**
 - . de la transmission prohibée d'informations confidentielles visées par la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée « Informatiques et Libertés » opérées par l'assuré, ses représentants légaux, ses dirigeants ou avec leur complicité.**

Cette garantie est accordée dans les termes et limites du contrat à concurrence du montant indiqué dans le tableau de garantie des présentes conditions particulières.

Dommages résultant d'une atteinte à la propriété intellectuelle

La garantie du contrat est étendue, par dérogation partielle à l'exclusion 4.18 alinéa 3 des conditions générales, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir si les dommages résultant d'atteinte à la Propriété Industrielle, littéraire ou artistique sont la conséquence d'erreur, omission ou négligence commise par lui :

- d'une part dans les opérations qu'il est tenu de réaliser auprès des organismes publics ou privés en charge de l'information, la gestion et la protection des droits visés au Code de la Propriété Intellectuelle en vue de vérifier qu'il s'agit de droits bénéficiant de la liberté d'exploitation,
- ou d'autre part quant à l'étendue du droit d'exploitation qui lui a été concédé»

Les dispositions relatives à la garantie « Recours » prévue à l'article 5.2 des conditions générales ne sont pas applicables à cette extension de garantie.



La garantie est accordée à concurrence du montant indiqué dans le tableau « Montant des garanties et des franchises » des présentes conditions particulières.

Garanties et franchise

Montant des garanties et des franchises

(Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties, ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales 460653 jointes)

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES	FRANCHISES par sinistre
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9.000.000 € par année d'assurance	10% avec un minimum de 500 € et un maximum de 3.000 € sur tout dommage autre que corporel
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	9.000.000 € par année d'assurance 1.200.000 € par année d'assurance	
Autres garanties :		
Faute inexcusable (dommages corporels) (article 2.1 des conditions générales)	2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre	380 €
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750.000 € par année d'assurance	10% avec un minimum de 500 € et un maximum de 3.000 € sur tout dommage autre que corporel
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières)	1.000.000 € par année d'assurance	5.000 €
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	250.000 € par sinistre	10% avec un minimum de 500 € et un maximum de 3.000 € sur tout dommage autre que



		corporel
Défense (art 5 des conditions générales)	Inclus dans la garantie mise en jeu	Selon la franchise de la garantie mise en jeu
Recours (art 5 des conditions générales)	20.000 € par litige	Seuil d'intervention : 380 €
Responsabilité environnementale	35.000 € par année d'assurance	1.500 € par sinistre

Exclusions

EN COMPLEMENT DES EXCLUSIONS PREVUES PAR LES CONDITIONS GENERALES, SONT EGALEMENT EXCLUS :

- **Tous dommage résultant des missions suivantes réalisées directement ou par sous-traitance :**
 - **création/développement/vente de logiciel de sécurité informatique.** Mais la simple revente de logiciels de marque est garantie.
 - **création/développement/vente de logiciel d'information financière**
 - **création/développement/vente de logiciel de jeu avec gain d'argent**
 - **création de moteurs de recherche (ex. : GOOGLE, VOILA...)**
 - **infogérance de production,** hors opérations usuelles de maintenance
- **Tous dommages résultant de l'absence d'approbation par le client du contenu des informations avant qu'elles ne soient diffusées sur internet ;**
- **Toute activité soumise à obligation d'assurance ou relevant d'une profession réglementée (exceptée la pratique du droit accessoire lorsqu'elle est exercée dans les conditions précisées à l'article 54-1 de la loi 71-1130 du 31/12/1971) ;**
- **De toute activité de conseil et audit financier, conseil en communication financière, conseil en gestion de patrimoine, en matière de placement ou d'investissement et de façon générale en ingénierie financière ;**
- **Tous dommages résultant de la vente par l'assuré de prestations via son site internet lorsque celui-ci ne comporte pas de paiement sécurisé ;**
- **Tous dommages résultant de l'hébergement de sites Internet chez l'assuré.**

Dispositions particulières

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Pour les activités autres que la vente de matériels et progiciels, la garantie n'est accordée que si l'assuré formalise par écrit ses engagements contractuels vis-à-vis de ses clients, y compris la nature et les modalités techniques de sa **prestation**. Il s'oblige à en communiquer copie à l'assureur sur sa simple demande.

L'assuré s'engage à :

- Mettre en œuvre des systèmes anti-virus et anti-intrusion et à les maintenir opérationnels en suivant les évolutions technologiques nécessaires,



- Maintenir tous ces systèmes de sécurité dans un état de fonctionnement au moins équivalent à celui constaté à la souscription du présent contrat.

PAIEMENTS ELECTRONIQUES

En cas de paiements électroniques (notamment dans le cadre du commerce en ligne).

L'assuré acceptant les moyens de paiements électroniques en ligne :

- déclare utiliser un système de sécurisation des transactions effectuées au moyen d'une carte de paiement,
- déclare ne pas stocker sur son site les données transmises pour la réalisation du paiement (notamment les n° de cartes et nom de porteur associé),
- déclare effectuer les contrôles et enregistrements nécessaires au suivi des transactions réalisées,
- déclare effectuer de son système d'exploitation, de ses programmes et données les sauvegardes nécessaires à un redémarrage en cas de dommage ou à une conservation d'informations, et déposer au moins un exemplaire de ces dernières à l'extérieur des locaux.

Dans le cas contraire, l'assuré perd le bénéfice de la garantie.

EXTENSION PARTICULIERE : SOUS-TRAITANCE

Par dérogation partielle à l'article 4.14 des exclusions générales des conditions générales, la responsabilité personnelle des sous-traitants est garantie par le présent contrat pour les seules missions passées par le biais de la plateforme EDITONLINE

Conventions générales

Ajustement de la cotisation

Les cotisations provisionnelles fixées à chaque échéance principale seront égales à **100** % de la dernière cotisation annuelle définitive connue avant l'échéance concernée, conformément aux dispositions des conditions générales.

La cotisation annuelle définitive sera calculée à la fin de l'année d'assurance à raison de :

- **0,6 %** applicable sur l'assiette suivante : **MONTANT HT DU CHIFFRE D'AFFAIRES FRANCE**

Dans le cas où la cotisation annuelle provisionnelle excède la cotisation annuelle définitive, il sera procédé à un remboursement du trop-perçu dans la limite de **40** % de la cotisation provisionnelle sans toutefois que la cotisation annuelle définitive puisse être inférieure à la cotisation annuelle minimale irréductible fixée à

1 200 euros, frais et taxes en sus.

Echéance

Il est rappelé que l'échéance principale du contrat est fixée au **01/01** de chaque année

Durée du contrat

Ce contrat est souscrit pour la période courant du **08/09/2022** jusqu'à la date d'échéance principale. Il est reconduit tacitement d'année en année dans les cas et conditions prévus aux conditions générales, avec préavis de **2 MOIS**.



Pièces jointes

Ces conditions particulières jointes

**aux conditions générales Responsabilité civile des prestataires de services n° 460653
version E**

**à la notice d'information " application de la garantie dans le temps " n° 490009
au formulaire de déclaration du risque préalable à la souscription**

dont le souscripteur reconnaît avoir reçu un exemplaire, constituent le contrat d'assurance.



Portée de vos déclarations

Information précontractuelle

L'assuré reconnaît :

- que les présentes Conditions particulières ont été établies conformément aux réponses que l'assuré a données aux questions posées par l'assureur préalablement à la prise d'effet du contrat. Les réponses aux questions posées par l'assureur sont reprises dans la déclaration de risque.
- avoir été informé par l'assureur en sa qualité de responsable du traitement des données que des réponses aux questions qui lui sont posées sont obligatoires pour l'établissement des Conditions particulières, ainsi que des conséquences qui pourraient résulter d'une omission ou d'une fausse déclaration, prévues aux articles L113-8 (nullité du contrat) et L113-9 (majoration de la cotisation ou application de la règle proportionnelle) du Code des assurances

L'assuré déclare avoir reçu et pris connaissance le 14/09/2022 avant la souscription du contrat, du tarif, des conditions de garanties et exclusions, ainsi que de la fiche d'information relative à la durée de la garantie dans le temps en assurance de Responsabilité, conformément aux dispositions de l'article L.112-2 du Code des assurances.

**Fait à HYERES, en double exemplaire,
Le 14/09/2022**

Le souscripteur
(Raison sociale ou tampon + nom, prénom
et fonction du signataire)

Pour l'assureur
M COLIN JEAN PIERRE
Votre Agent Général AXA par délégation

SAS EDITEONLINE
5 AV. BARBARA BP 12
44570 TRIGNAC
SIRET: 909 395 618 CCC1?

NOUS CONTACTER

VOTRE AGENT GÉNÉRAL D'ASSURANCE

EXCLUSIF AXA FRANCE

M COLIN JEAN PIERRE

1 AVENUE CAVELL

HYERES 83400

☎ 04 94 01 35 45

(appel non surtaxé)

✉ AGENCE.COLINHYERES@AXA.FR

N° ORIAS 07013396

www.orias.fr



Assurance et Banque

SAS EDITEONLINE

5 AV BARBARA

BP 12

44570 TRIGNAC

VOS RÉFÉRENCES

Votre contrat

11016909004

Votre référence Client

3992274604

Emis le 14/09/2022

INFORMATION PRÉALABLE À LA PROPOSITION DE VOTRE CONTRAT RESPONSABILITÉ CIVILE

Ce document est établi en application des articles L.112-3 et L.113-2 du Code des assurances relatifs à la déclaration du risque.

Ce document permet à votre Agent Général de vous conseiller un contrat qui est cohérent avec vos exigences et vos besoins et de vous préciser les raisons qui motivent ce conseil en application des articles L.521-2 et L.521-4 avant la souscription de votre contrat.

Votre Agent Général est soumis à l'obligation contractuelle de travailler exclusivement avec AXA France. Il est rémunéré par AXA France sous forme de commissions ainsi que d'autres avantages monétaires et non monétaires.

LES DONNEES QUE VOUS NOUS AVEZ COMMUNIQUEES

Forme juridique - Dénomination sociale : AUTRE EDITEONLINE

Adresse du siège social : 5 AV BARBARA 44570 TRIGNAC

N° Siret : 90939561800012

5 av BARBARA - BP 12

QUELS SONT VOS EXIGENCES ET BESOINS ?

Vous souhaitez protéger votre Entreprise lorsque sa responsabilité civile se trouve engagée du fait de dommages causés à des tiers, dans l'exercice de vos activités professionnelles.

Vous souhaitez que les garanties prennent effet le : 08/09/2022

PROPOSITION DE CONTRAT RESPONSABILITÉ CIVILE

Au cours de nos échanges, vous nous avez exposé votre situation et présenté votre risque.

Vous nous avez communiqué les éléments préalables à la souscription de votre contrat et relatifs à la déclaration du risque.

AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre, TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 854,68 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 51 275 660 € 451 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724 Entreprises régies par le Code des assurances

Tenant compte :

- de vos exigences et besoins en termes de garanties et de franchises,
- des éléments d'informations que vous nous avez communiqués en réponse à notre questionnaire,

le contrat d'assurance Responsabilité Civile d'AXA France dont un exemplaire du projet vous a été remis constitue une solution adaptée au regard de votre situation et cohérente avec les besoins et exigences que vous avez exprimés.

Nous veillons à ce que notre offre réponde bien à vos besoins. C'est pourquoi, nous vous invitons à vous reporter au projet joint en vérifiant que :

- les informations mentionnées sont conformes aux réponses que vous avez apportées à nos questions et notamment celles relatives aux éléments suivants :
 - o l'activité précise que vous exercez
 - o les antécédents d'assurance
- les garanties souscrites sélectionnées parmi l'ensemble des garanties proposées correspondent bien à vos attentes.

VOS DECLARATIONS COMPLEMENTAIRES

.....

.....

.....

LES DECLARATIONS COMPLEMENTAIRES DE VOTRE AGENT GÉNÉRAL

.....

.....

.....

PORTEE DE VOS DECLARATIONS

FINALITÉ DU RECUEIL DES DONNÉES ET CONSÉQUENCES D'UNE INEXACTITUDE OU D'UNE OMISSION

Je reconnais :

- Avoir été informé(e) du caractère obligatoire des réponses aux questions posées dans le cadre de ma demande de souscription ainsi que des conséquences qui pourraient résulter d'une omission ou d'une fausse déclaration prévues aux articles L.113-8 (nullité du contrat d'assurance) et L.113-9 (majoration de la cotisation ou application de la règle proportionnelle) du Code des Assurances.
- Qu'au cours des échanges avec mon Agent Général, j'ai exposé ma situation et communiqué les éléments nécessaires à l'établissement d'une proposition d'assurance cohérente avec mes besoins et exigences et que les documents suivants m'ont été remis avant la souscription du contrat d'assurance :
 - o Le document d'information sur le produit d'assurance (DIP^a),
 - o Le questionnaire de déclaration du risque,
 - o Les Conditions générales n° 460653F,
 - o L'information sur le tarif.

RÉCLAMATIONS

Le détail des procédures de recours et de réclamation et les coordonnées du service dédié sont disponibles sur le site axa.fr

CLAUSE DE MÉDIATION

En cas de non résolution d'un différend à l'issue du processus de réclamation, vous pouvez avoir recours au Médiateur, en vous adressant à l'association :

« La Médiation de l'Assurance TSA 50110 75441 Paris Cedex 09 »

<http://www.mediation-assurance.org>

L'autorité de contrôle de la société d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) – Secteur Assurance - 4 place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 09.

Fait en double exemplaire à HYERES, le 14/09/2022.

Signature du souscripteur

Votre Agent Général AXA France



SAS EDITEONLINE
5 AV. BARBARA BP12
44570 TRIGNAC
SIRET: 909 395 618 00012